

est fabriqué au Canada, une société peut être admissible à la double dépréciation si elle est située dans une région désignée de main-d'œuvre excédentaire et que le produit ne soit pas ordinairement fabriqué dans cette région particulière.

Au cours de la première année de la mise en œuvre du programme, un grand nombre de demandes ont été étudiées. Des allocations spéciales du coût en capital ont été accordées dans le cas notamment de nouveaux genres d'acier, de produits chimiques, d'appareils électroniques, de matières plastiques, de denrées alimentaires, de papier et de textiles.

**Normes de commerce.**—A la Direction des standards du ministère du Commerce, un même directeur s'occupe de l'application des lois sur l'inspection de l'électricité, sur l'inspection du gaz, sur le poinçonnage des métaux précieux, sur les poids et mesures, et sur la marque de commerce nationale et l'étiquetage exact.

*Normes des marchandises.*—Le 26 novembre 1949, le Parlement a adopté la loi sur la marque de commerce nationale et l'étiquetage exact (S.R.C. 1952, chap. 191), loi qui constitue le point de départ d'initiatives destinées à généraliser l'apposition de la marque nationale sur les marchandises et leur description exacte afin d'empêcher la fraude publicitaire. En résumé, l'usage de la marque nationale est facultatif et l'obligation de se conformer aux normes des marchandises n'atteint que les fabricants qui désirent employer la marque. On en a un exemple dans les Règlements concernant la mesure des vêtements portant la marque nationale, entrés en vigueur le 16 mars 1961. En outre, lorsque les fabricants apposent une étiquette descriptive sur leurs marchandises ou emballages, l'étiquette doit donner une description exacte afin de protéger le public. L'étiquetage des fourrures, par exemple, est assujéti à un règlement bien établi maintenant comme règle de pratique loyale dans tout le commerce.

En vertu de la loi de 1946 sur le poinçonnage des métaux précieux (S.R.C. 1952, chap. 215), les objets d'or, d'argent, de platine ou de palladium peuvent porter une marque qui décrit exactement la qualité du métal. Lorsqu'une telle marque est apposée, une marque de commerce, déposée au Canada ou dont la demande de dépôt a été faite, doit également l'être. Les objets plaqués d'or ou d'argent peuvent aussi être marqués sous certaines conditions décrites dans la loi. Le personnel d'inspection de la Direction des standards est chargé d'examiner la matière publicitaire et de vérifier la qualité des articles offerts en vente et les marques apposées.

*Poids et mesures.*—La loi sur les poids et mesures (S.R.C. 1952, chap. 292) prescrit les étalons officiels des poids et mesures utilisés au Canada. Les obligations imposées par la loi comportent la réglementation de tous les instruments de pesage et de mesurage utilisés à des fins commerciales, leur vérification périodique et une surveillance destinée à éliminer les ventes d'articles dont le poids ou la mesure sont insuffisants. Le nombre d'inspections durant l'année civile 1961 a été de 550,737 au regard de 493,700 en 1960. Les inspections les plus importantes ont été les suivantes: machines de pesage, y compris les balances de toutes sortes, 235,421; machines de mesurage des liquides, 122,949; poids, 135,024; autres mesures, 7,342. Les dépenses de l'année terminée le 31 mars 1961 se sont élevées à \$1,215,510 contre \$1,111,276 l'année précédente et les recettes totales, à \$1,081,603 (\$1,036,860).

*Inspection de l'électricité et du gaz.*—Les attributions de la Direction des standards, aux termes de la loi sur l'inspection de l'électricité (S.R.C. 1952, chap. 94) et de la loi sur l'inspection du gaz (S.R.C. 1952, chap. 129), comprennent la vérification et